

PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne - Rhône-Alpes

Unité inter-départementale
Drôme Ardèche

Subdivision Ardèche

Affaire suivie par : Jean-Etienne MARTIN

Tél. : 04 75 65 51 53

Télécopie : 04 75 65 51 58

Courriel : jean-etienne.martin@developpement-durable.gouv.fr

Ref. : 20190902-RAP-DAEN0783

PREFECTURE DE L'ARDECHE
Service SIPPAT-BCEP-SEEP
Guichet unique
BP 721
07007 PRIVAS CEDEX

Privas, le 26 Septembre 2019

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Société STS COMPOSITES à Saint-Désirat (07)

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet :	Mise à jour du classement ICPE
Document de référence :	Dossier de demande de mise à jour du classement ICPE déposé le 15 septembre 2016, complété en 2017
Adresse de l'établissement :	Zone industrielle BP 3 07340 Saint-Désirat
Activité principale :	Conception et fabrication de pièces en matériaux composites et thermoplastiques pour l'automobile
Code S3IC de l'établissement :	61-2410
Priorité DREAL	PR
Pièce jointe :	Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Original : Préfecture de l'Ardèche / Service SIPPAT

Copies : Inspecteur signataire, chrono sub 2

1. Présentation de l'établissement

La société STS Composites exploite, dans la zone industrielle de Saint-Désirat, un établissement de production de pièces composites et thermoplastiques pour voiture et camion (moulage + peintures).

Cet établissement est implanté sur un terrain d'une superficie de 101 000 m² sur la section AD, parcelles n° 440, 353, 355 et 356 et partiellement 529, 530 et 219 à 225 du plan cadastral communal de Saint-Désirat.

Le site est composé de 8 unités comprenant des ateliers de moulage, d'application de peintures et de divers stockages de matériels et produits finis.

Cet établissement relève du régime de l'autorisation préfectorale (IED). Il a son fonctionnement réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2003-218-6 du 6 août 2003 modifié et complété, notamment pour la transformation de polymères (moulage), pour le traitement de surface (nettoyage des pièces usinées) et pour l'application de peintures.

Compte tenu des dernières modifications de la nomenclature des ICPE, mais aussi des changements effectués au sein de cette entreprise du point de vue technique et organisationnel, l'exploitant a déposé en 2016, complété en 2017, un dossier de mise à jour pour régulariser le fonctionnement de son établissement.

Enfin, le site de Saint-Désirat a changé d'exploitant fin 2017 pour prendre la dénomination STS COMPOSITES, en lieu et place de PLASTIC OMNIUM COMPOSITES.

Des aménagements ont été apportés depuis comme la réorganisation de certains stockages, d'autres sont prévus prochainement en 2019, comme le raccordement des eaux résiduaires industrielles des traitements de surface sur la station d'épuration d'Andance.

L'ensemble de ces modifications internes à l'établissement, et la révision de la nomenclature ICPE par décret, conduisent à revoir les prescriptions de l'arrêté d'autorisation pour encadrer réglementairement le fonctionnement de cet établissement dans les meilleures conditions.

2. Examen de la demande

La demande porte sur les points suivants :

- la mise à jour du classement ICPE ;
- la révision des volumes d'activité correspondants à certaines rubriques de classement ;
- la prise en compte de la nouvelle implantation d'un chapiteau de stockage.
- Le raccordement des eaux résiduaires de lavages de pièces en station d'épuration communale.

Le classement ICPE est actuellement le suivant :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Activité	Classement ICPE	Rayon d'affichage
2563.1	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface, la quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant supérieure à 7 500 l	TTS : volume total des bacs de dégraissage : 13 500 l (14 500 l de bacs de rinçages)	Enregistrement <i>Anciennement sous la rubrique n° 2565-2-a (autorisation)</i>	

2661.1b	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) : → par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression (injection, moulage), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j	Transformation de 60 tonnes/jour par moulage/ébavurage	Enregistrement <i>Anciennement sous la rubrique n° 2661-1-a (autorisation)</i>	
2661.2a	→ par tout autre procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 20 t/j		Enregistrement <i>Anciennement sous la même rubrique (autorisation)</i>	
2662.3	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1 000 m ³	Stockage de 150 m ³ de polymères (stockage + en cours de production)	Déclaration <i>Sans changement</i>	
2940.2a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit , etc... (application, cuisson, séchage de...) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile), lorsque l'application est faite par tout procédé autre au le « trempé » (pulvérisation, enduction), si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kg/j	Quantité = 2 200 kg/j sur 7 cabines + 5 fours	Autorisation <i>Sans changement</i>	1 km
2910-A-2	Installation de combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 a) lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou b)iv) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	2 chaudières vapeur : 2 x 688 kW = 1 376 Kw Installation de peinture : 16 540 kW Soit 17,9 MW au total	Déclaration <i>Sans changement</i>	
2915.1a	Chauffage (procédé de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides. Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 1 000 l	4 chaudières utilisant de l'huile (5,9 MW) : 7 000 l	Autorisation <i>Sans changement</i>	1 km

3670	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour des opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg/h ou à 200 t/an	Utilisation de solvant pour les opérations de peinture (plus de 580 tonnes utilisées par an)	Autorisation <i>Nouvelle rubrique IED</i> - <i>Antériorité</i>	3 km
4331.3	Liquides inflammables de catégories 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	- 1 cuve de 16 m ³ de solvants usés, cuve enterrée double enveloppe - 50 m ³ de peinture - 2 m ³ de colle - 10 m ³ de solvant neuf - 2 m ³ d'autres solvants de nettoyage (moulage) Total = 84 m ³ soit une quantité proche de 82 t	Déclaration <i>Ancienne rubrique n° 1432-2-b</i> <i>Modification de la nomenclature, le classement est identique (déclaration)</i>	

Classement EAU

Rubrique	Désignation de l'activité	Valeur des paramètres de classement	Classement
1.1.1.0	Sondage, forage , y compris les essais de pompages, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	- 3 forages en nappe pour l'alimentation en eau du tunnel de lavage et 1 forage pour la protection incendie : 3 x 40 m ³ /h 1 x 200 m ³ /h = 240m ³ /h	Déclaration <i>Déjà existant nouveau classement</i>
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surfaces imperméabilisées : 10 ha environ	Déclaration <i>Ajouter nouveau classement</i>

Ces modifications ont été déclarées dans le dossier de mise à jour du 15 septembre 2016. A ce titre, l'exploitant bénéficie de l'antériorité comme prévu aux articles R.513-1 et L.513-1 du code de l'environnement.

Compte tenu de l'antériorité du classement à autorisation et conformément à l'article R.513-1 du code de l'environnement, l'arrêté préfectoral d'autorisation reste applicable, avec cependant les modifications énoncées plus haut (classement ICPE), ainsi que celles relevant de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif à la rubrique 2563 relevant de l'enregistrement. (A contrario, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatives aux rubriques 2661-1-b et 2661-2-a relevant du régime de l'enregistrement ne s'appliquent pas en la circonstance).

Les modifications apportées aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation sont les suivantes :

- le classement ICPE comme décrit précédemment ;
- le réajustement concerne :

- l'obligation par l'exploitant du respect des prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif à la rubrique 2563 (traitement de surface – nettoyage – dégraissage) qui prévoit, entre autres, l'interdiction du rejet direct dans le milieu naturel de ce type d'effluent. Depuis juillet 2019, les effluents de traitement de surface ont été séparés des eaux de refroidissement et rejetés dans le collecteur d'eaux usées communal pour être traités in fine dans la station d'épuration de la ville d'Andance.

L'autre point sensible de pollution chronique générée par le fonctionnement de cet établissement concerne la pollution atmosphérique, notamment par les émissions de composés organiques volatils, provenant des installations d'application de peintures. On rappellera que le site est équipé de deux oxydateurs thermiques régénératifs particulièrement performants. Les contrôles annuels et inopinés Air demandés régulièrement par l'inspection en attestent la conformité réglementaire.

Enfin, l'organisation interne et le risque associé des stockages de matières premières et produits finis, qui peuvent présenter un caractère inflammable a été réexaminée par des études des flux thermiques et de surpression d'air en cas d'explosion de gaz particulièrement détaillées. Seuls 4 risques sur les 16 scénarii étudiés sortent du site industriel avec des effets létaux, mais sur une faible distance (12 mètres au maximum). Il reste par ailleurs que la probabilité de leur impact sur les personnes et les biens, apparaît très faible, compte tenu notamment de l'isolement de cette entreprise implantée dans une zone agricole très peu fréquentée (jardins et zones horticoles, vignes...).

L'implantation d'un chapiteau, récemment installé en 2017, pour couvrir les pièces ouvragées et stockées en extérieur, a fait l'objet d'une étude spécifique en matière de risque d'incendie. Les conclusions de cette étude montrent que les flux thermiques les plus dangereux ne sortent pas de la propriété industrielle et qu'ils ne sont pas de nature à induire des effets dominos sur les autres bâtiments de l'entreprise.

Enfin, l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-204-11 du 22 juillet 2008 modifiant le classement ICPE lors d'une précédente révision de la nomenclature, depuis caduque compte tenu du classement à enregistrement, doit être abrogé.

3. Avis et proposition de l'inspection

La mise à jour de cet établissement qui existe depuis plus de 30 ans, nécessite un réajustement des prescriptions techniques de l'arrêté d'autorisation du 6 août 2003 pour prendre en compte les modifications apportées au sein de cette entreprise.

Un projet d'arrêté joint à ce rapport est établi dans ce sens.

Compte tenu que les nouveaux aménagements, apportés au sein de cette entreprise, ne sont pas de nature à induire des inconvénients et/ou des risques supplémentaires par rapport à l'existant, il n'apparaît pas nécessaire de consulter le CODERST.

Vérifié, adopté et transmis,
à madame le préfet de l'Ardèche
Privas, le 26/09/19
Pour la directrice, l'adjoint au chef de l'unité
interdépartementale Drôme-Ardèche

Boris VAILLAI

L'inspecteur de l'environnement


Jean-Etienne MARTIN

